



**DECLARATION SUR L'APPEL PUBLIC AU COUP D'ÉTAT  
LANCÉ PAR LE PARTI AU POUVOIR, LE RDPC, À  
L'ARMÉE NATIONALE.**

Au moment où je m'appête à faire la présente déclaration, j'ai une pensée particulière pour tous les militants et sympathisants du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) déjà tombés sous les coups du régime en place, et une tristesse infinie à la suite de l'assassinat monstrueux de Mme Suzanne ZAMBOUE, paisible mère de famille, arrachée à l'affection de sa famille et à la nôtre dans la nuit de mercredi 6 septembre 2023, à son domicile à Yaoundé, et dont nous avons appris la mise à mort avec stupéfaction.

Il est difficile de ne pas faire un rapprochement entre sa torture suivi de sa froide exécution et l'acharnement policier et judiciaire dont son époux, M. Pascal ZAMBOUE et d'autres camarades de notre parti font l'objet de la part du pouvoir. Nos cœurs saignent, mais nous sommes debout et le resterons. Le Cameroun est notre unique patrie. Alors, ceux qui sèment la terreur doivent s'accommoder de notre existence sur cette terre douloureuse de nos ancêtres ou nous tuer tous jusqu'au dernier.

\*\*\*

Mes chers compatriotes,

C'est avec consternation que nous avons pris connaissance de l'appel à la perpétration d'un coup d'Etat militaire dans notre pays en cas de victoire du candidat du MRC au prochain scrutin présidentiel, appel lancé par le représentant officiel du Rassemblement démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) au cours de l'émission "Droit de Réponse" sur la chaîne de télévision Équinoxe, le dimanche 03 septembre 2023.

De façon précise, cet appel fait à la suite des questions posées par l'animateur de l'émission est formulé à travers la déclaration suivante :

« Je vais répondre à ces deux questions en faisant la comparaison pied à pied. Que ceux qui nous écoutent comprennent bien.

Première question : Est-ce qu'il peut y avoir une situation où au lendemain d'une élection présidentielle par exemple 2025 ou même 2032 l'armée camerounaise décide de prendre le pouvoir ? Mais bien sûr que cette hypothèse peut arriver. Et ça peut arriver dans le cas de figure où le MRC remporte les élections. Effectivement dans cette hypothèse là je vois très bien l'armée en train de prendre le pouvoir pour empêcher (un panéliste : et si c'est l'UPC ?) Permettez j'ai parlé du MRC en non de l'UPC. Donc s'il arrivait par impossible que le MRC remporte les élections, je m'attends à ce que l'armée s'y oppose fermement. Pourquoi je dis ça ? Nous connaissons tous le fameux ..... milice tribale, humm ! et ses avatars : milice *bulu*, milice *beti* ainsi de suite. Mais qui imagine les soldats camerounais conspués, y compris par le

Président du MRC, accepter d'avoir ce Monsieur pour commandant en chef. Au MRC on insulte l'armée camerounaise tous les jours, on la traite de de tous les mots. Mais je ne vois pas dans quelles conditions il peut y avoir une collaboration entre un parti politique qui a choisi d'avoir un discours anti républicain contre l'armée et cette armée-là qui est républicaine

(Un panéliste : Je voudrais bien comprendre, vous êtes de dire à l'armée que si un citoyen autre votre champion gagne les élections elle doit faire un coup d'Etat, c'est ce que vous dites ?) Permettez, permettez, permettez, permettez (Le même panéliste : Non je veux juste comprendre très bien parce que j'ai des difficultés de compréhension). Monsieur ... vous ne me prêtez pas des mots. Je dis et je le répète que je ne vois pas dans quelles conditions il peut y avoir une cohabitation entre des individus qui traitent l'armée de milice et cette armée-là. Sauf si on va passer d'une milice à une autre ! Bon qu'est-ce qui va se passer ? On va congédier tous les Bulu et Beti de l'armée pour y mettre les ressortissants de la tribu du nouveau futur Président ? Sauf dans cette hypothèse là (Le même panéliste : Mais je ne vous comprends pas !) Vous êtes libre de ne pas me comprendre ! Je suis pourtant très clair ! »

Le 04 septembre 2023, un jour après cette grave sortie publique, un autre responsable de la communication officielle du RDPC a publié des propos similaires sur son compte Facebook. En effet, il a déclaré qu'

« au cas où par miracle le MRC venait à gagner une élection présidentielle dans ce pays il y aura forcément un coup d'Etat, l'armée n'acceptera jamais d'avoir pour commandant en chef un leader d'un parti qui la traite de tous les noms d'oiseaux depuis plusieurs années. » Il écrivait encore : « En vérité en vérité, la seule condition d'un coup d'État au Cameroun est que le MRC gagne une élection présidentielle !!! L'armée n'acceptera jamais de se soumettre à un parti qui l'a régulièrement traitée de " milice bulu" "milice du tyran " "soldatesque de Biya".»

Le 05 septembre, ce même communiquant officiel du RDPC publiait le message ci-après, sur sa page Facebook :

« l'UPC, le PCRN, l'AFP et autres n'ont jamais insulté l'armée de ce pays !!! Si l'un de ces partis gagne l'élection présidentielle un jour l'armée se mettra au service de son leader !!! Par contre, si c'est le MRC ou un parti ayant investi le Président du MRC qui gagne, il y aura automatiquement un coup d'Etat. »

Aucun des auteurs de ces déclarations, individus dangereux pour la République, n'a essuyé la moindre condamnation ou désapprobation, encore moins des sanctions du RDPC, ni du Gouvernement. C'est donc en toute logique que le MRC considère cet appel antipatriotique et antirépublicain comme étant celui du RDPC, parti politique dont le président national, Monsieur Paul BIYA, est aussi le Président de la République en fonction.

Autrement dit, le parti qui confisque le pouvoir au Cameroun depuis plusieurs décennies par des fraudes électorales sauvages et une répression policière aveugle appelle publiquement l'Armée nationale à perpétrer un coup d'État, si à la prochaine élection présidentielle M. Paul Biya ou tout autre candidat du RDPC, était une fois de plus battu dans les urnes par le candidat du MRC à qui le Peuple camerounais aurait décidé souverainement de confier la conduite des affaires du pays.

Appeler l'Armée nationale à porter atteinte aux Institutions et à la sécurité de l'État est d'une gravité extrême et sans précédent dans notre histoire politique. Il s'agit d'un crime contre la paix et la concorde nationale. Rien ne peut justifier une telle perdition.

Depuis le Hold-Up électoral dont le MRC a été victime en 2018, ses dirigeants, militants et sympathisants ont subi toutes sortes de violences et d'humiliations de la part de certains membres des Forces de sécurité et de défense clairement identifiés, qui en plus leur proféraient ouvertement des propos politiques et des insanités que la pudeur patriotique n'autorise pas à évoquer ici.

Certains de ces dirigeants, militants et sympathisants de notre parti sont toujours détenus arbitrairement dans les prisons du pays ; d'autres

portent des séquelles indélébiles et des traumatismes profonds résultant de ces traitements cruels, inhumains et dégradants.

Pourtant, malgré la rancœur légitime que ces actes et comportements peuvent susciter en nous contre les auteurs de ces crimes contre l'humanité, le MRC n'a jamais estimé que les dérives de quelques éléments haineux des Forces de sécurité et de défense puissent justifier qu'il jette le discrédit sur toute l'Institution.

Pendant les heures les plus sombres où le régime-RDPC ne se cachait pas pour distiller dans l'opinion, y compris jusque dans les rangs des Forces de sécurité et de défense, l'idée, saugrenue, que le MRC, ses dirigeants, militants et sympathisants étaient des ennemis internes de la République, et que par conséquent c'était un acte de bravoure que de les torturer voire de les neutraliser, certains parmi nous n'ont survécu que grâce aux grandes qualités républicaines de nombreux compatriotes qui servent sous le drapeau.

Malgré la volonté manifeste du RDPC de faire de l'Armée nationale un instrument partisan pour terroriser l'opposition qui refuse de comploter avec lui contre le peuple afin qu'il puisse conserver le pouvoir à jamais, l'Armée camerounaise est restée républicaine. Ceux qui appellent de manière éhontée cette Armée à renier son serment républicain en sombrant dans le déshonneur de l'univers glauque du coup d'État ignorent sans doute qu'il ne s'agit pas d'un ramassis de

troufions et de soudards, mais d'une Institution dirigée par une élite bien formée, ayant une connaissance fine du pays et de ses ressources humaines.

Moins de deux ans après sa création, le MRC a témoigné sa fidélité, son estime et son soutien à l'Armée nationale en organisant des dons de sang à travers le pays au profit de cette Armée engagée dans la lutte contre la secte terroriste Boko Haram.

Plus individuellement, déjà admiratif de la réputation de notre Armée acquise dans sa promptitude à se constituer en rempart face à des menaces à certaines de nos frontières alors que j'étais tout jeune encore, j'ai eu le privilège rare de travailler avec des membres du haut commandement de cette Armée pendant plus de 17 ans sur des dossiers relatifs à la défense des frontières de notre pays. C'est dire si les Forces de sécurité et de défense camerounaises me connaissent personnellement, notamment dans mon engagement patriotique et mon immense respect pour leur sacrifice et leur professionnalisme.

En outre, les Forces nationales de défense et de sécurité ont entendu le message d'exaltation, de félicitations et d'encouragement que je leur ai adressé de façon exclusive en mai 2021. Il n'y avait alors aucune échéance politique à l'horizon. Il s'agissait simplement du témoignage de gratitude d'un compatriote qui connaît leurs sacrifices sur divers théâtres d'opération. Que ceux qui croient pouvoir instrumentaliser les

Forces de sécurité et de défense camerounaises contre le MRC et son principal dirigeant cherchent donc autre chose.

C'est l'occasion pour notre parti et pour moi-même de saluer l'attachement aux valeurs républicaines des femmes et des hommes qui, malgré une ambiance politique rendue détestable par le RDPC, servent la Nation avec un sens élevé de patriotisme et dans le souci permanent de protéger tous les citoyens camerounais sans distinction ni discrimination aucune.

Plus que tout le monde, ces vaillants compatriotes des Forces de sécurité et de défense, qui sont aux avant-postes de la protection de nos populations et de la défense de la patrie, ont intérêt à dénoncer par eux-mêmes ceux qui en leur sein agissent plutôt en miliciens au service d'un individu, d'un groupe d'individus ou des intérêts particuliers, et non pas dans l'intérêt et pour le bonheur de notre Peuple. C'est devant ce Peuple, et lui seul, aujourd'hui et demain, qu'ils doivent honorer leur serment. Ce Peuple nous survivra, et il survivra à l'actuel régime ainsi qu'aux suivants.

Au MRC, en dépit des injustices inqualifiables et des tortures indicibles que le régime-RDPC nous inflige, nous avons foi en la République. Oui, j'ai foi en la République, et j'ai toutes les raisons de l'avoir.

En effet, depuis 2018, sur notre chemin de croix, j'ai pu apprécier, par moi-même et à travers les récits de mes camarades, le sens républicain aigu de nombreux membres de nos Forces de sécurité et de défense. Eux sur qui des pressions politiques malsaines et antirépublicaines sont exercées constamment par le régime-RDPC pour les forcer à nous briser à jamais. Je salue ici leur capacité à s'abstenir, sans défier leur hiérarchie, à servir de bouclier à un groupe de Camerounais contre d'autres Camerounais dans les joutes politiques.

Si nous pouvons nous réjouir de ce que le RDPC est à ce point convaincu de la victoire du MRC au prochain scrutin présidentiel qu'il implore désespérément, par anticipation, une intervention de notre brave Armée, nous avons toute confiance que cette Armée à la culture républicaine affirmée, ne répondra pas à cet appel au crime contre son Peuple.

J'appelle les autorités en charge de protéger le moral de l'Armée ainsi que les autorités judiciaires, à se saisir de cet appel public au coup d'État lancé officiellement à l'Armée camerounaise par le RDPC.

Je demande à la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale ( CEEAC), l'Union Africaine, l'ONU, aux pays amis du Peuple camerounais et à la communauté internationale de manière générale de prendre acte du coup d'État en préparation, que le pouvoir en place au

Cameroun a annoncé en cas de défaite de Monsieur Paul BIYA ou de tout autre candidat du RDPC ou promu par ce parti, face au candidat du MRC au prochain scrutin présidentiel. Nul ne pourra prétendre n'avoir pas été au courant de ce qui se prépare contre notre parti et notre Peuple.

Aux Camerounais de l'intérieur et de la diaspora, je voudrais dire que cet appel du RDPC au coup d'Etat, qui n'est rien d'autre qu'un appel public à l'atteinte aux Institutions de la République et à la sécurité de l'État, est la preuve que désormais le Peuple fait peur à ceux qui leur ont longtemps fait peur. Il s'agit d'un appel au piétinement de la Constitution, des lois de la République et du choix souverain du Peuple camerounais. Cet appel criminel venant du régime lui-même est la preuve que dans les rangs de ceux ont passé des décennies à martyriser les Camerounais et à se moquer de leurs souffrances, l'arrogance habituelle cède la place à la panique.

Ils paniquent devant le refus de notre Peuple de céder à leurs provocations, ce Peuple désormais conscient, et confiant qu'il va prendre son destin en main par les urnes et dans la paix.

J'invite les Camerounais à rester mobilisés et d'une vigilance absolue, maintenant qu'ils sont informés du destin funeste que leur prépare le RDPC s'il venait à perdre le pouvoir à l'issue du processus électoral à venir.

J'ai confiance que vous, Camerounaises et Camerounais, donnerez aux Forces du Changement les moyens de sanctionner démocratiquement et d'une manière sans appel, ce parti putschiste, le RDPC, qui se rêve toujours en parti unique, pour tout le mal que son régime a fait à notre cher pays depuis tant d'années. Aussi, je vous invite à rester concentrés sur l'essentiel, à savoir les inscriptions massives sur les listes électorales dès la réouverture des inscriptions en janvier prochain, la préparation à un contrôle méticuleux du déroulement du scrutin et la protection de votre vote, afin qu'advienne inexorablement l'alternance politique dont notre Peuple rêve depuis plusieurs décennies.

Laissons la Justice se saisir de cet appel au coup d'État contre le vainqueur d'une élection, c'est-à-dire d'un crime contre la volonté du Peuple camerounais. De la diligence et l'objectivité de cette Justice dans la conduite de la procédure judiciaire qu'impose cette félonie dépend la préservation de la voie d'une alternance pacifique dans notre pays, en particulier en ce moment crucial de son histoire.

Ceux qui rêvent de pouvoir éternel doivent se réveiller, car un tel pouvoir n'existe pas à l'échelle humaine. Peu importe sa longévité, le pouvoir humain finit par finir.

Je ne vous trahirai point.

Que Dieu protège notre pays.

Yaoundé le 08 septembre 2023

Le Président National du MRC

Maurice KAMTO

**STATEMENT ON THE PUBLIC CALL TO A COUP  
LAUNCHED BY THE RULING PARTY, THE CPDM, TO THE  
NATIONAL ARMY.**

As I prepare to make this statement, I have a special thought for all the militants and sympathizers of the Cameroon Renaissance Movement (CRM) who have already fallen under the blows of the regime in place, and an infinite sadness following the monstrous assassination of Mrs Suzanne ZAMBOUE, peaceful mother, torn from the affection of her family and ours on the night of Wednesday 6 September at her home in Yaoundé, and whose death we learned with amazement.

It is difficult not to link her torture followed by her cold execution and the police and judicial harassment to which her husband, Mr. Pascal ZAMBOUE and other comrades of our party are subjected to by the authorities. Our hearts are bleeding, but we are standing and will remain so. Cameroon is our only homeland. So, those who sow terror must accept our existence in this painful land of our ancestors or kill us all to the last.

\*\*\*

Dear Compatriots,

It is with dismay that we learned of the call for the perpetration of a military coup in our country in the event of victory of the CRM

candidate in the next presidential election, call launched by the official representative of the Cameroonian People Democratic Movement (CPDM) during the programme "Droit de Réponse" on the Equinoxe TV, on Sunday 3 September 2023.

Specifically, this call, following questions by the programme host, is formulated through the statement below:

“I will answer these two questions by making a foot-by-foot comparison. Let those who listen to us understand well.

First question: Can there be a situation where the day after a presidential election, for example 2025 or even 2032, the Cameroonian army decides to take power? But of course this hypothesis can happen. And that could happen in the event that CRM wins the elections. Indeed in this hypothesis, I see very well the army taking power to prevent (a panelist: and if it is the UPC?) Allow me, I have mentioned CRM and not UPC. So if the impossible was to happen that CRM win the elections, I expect the army to strongly oppose it. Why am I saying that? We all know the famous..... tribal militia, humm! And its avatars: Bulu militia, Beti militia and so on. But who can imagine the Cameroonian soldiers so ridiculed, including by the CRM President, accepting to have this gentleman as commander-in-chief. The CRM folks insult the Cameroonian army every day; they call it all kinds of words. But I do not see under what conditions there can be collaboration between a political party

which has chosen to have an anti-republican line against the army and this army which is republican.

(A panelist: I would like to understand, you are telling the army that if a citizen other than your champion wins the elections they must make a coup, is that what you are saying?) Allow, allow, allow, and allow me (The same panelist: No, I just want to understand very well because I have difficulty understanding). Mr ... please do not lend me words. I say and I repeat that I do not see under what conditions there can be cohabitation between individuals who treat the army as a militia and that army. Unless we are going to move from one militia to another! Alright what's going to happen? Are we going to dismiss all the Bulu and Beti from the army to put in the nationals of the tribe of the new future President? Except in this hypothesis (The same panelist: But I don't understand you!) You are free not to understand me! I am however very clear! »

On 4 September 2023, a day after this serious public statement, another official of the official CPDM communication team, published a similar statement on his Facebook page. He declared that

"in the event that by some miracle CRM were to win a presidential election in this country, there would inevitably be a coup; the army would never agree to have as commander-in-chief a leader from a party that has been calling her names for several years." *He wrote again:* "Most assuredly, the only condition for a coup in

Cameroon is that CRM wins a presidential election !!! The army will never accept to serve under a party which regularly referred to it as "Bulu militia" "militia of the tyrant" "soldiers of Biya".

On 5 September, this same official communicator of the CPDM published the following message on his Facebook page:

“the UPC, the PCRN, the AFP and others have never insulted the army of this country!!! If one of these parties wins the presidential election one day the army will serve under its leader!!! On the other hand, if it is the CRM or a party having nominated the CRM President who wins, there will automatically be a coup.”

None of the authors of these statements, individuals obviously dangerous to the Republic, have suffered the slightest condemnation or disapproval, even any sanctions from the CPDM, nor from the Government.

It is thus logically that the CRM considers this antipatriotic and anti-republican call as that of the CPDM, a political party whose national president, Mr Paul Biya, is also the President of the Republic in office.

In other words, the party which has confiscated power in Cameroon for several decades through wild electoral fraud and indiscriminate police repression is publicly calling on the National Army to carry out a coup, if in the next presidential election Mr Paul Biya or any other CPDM candidate, was once again beaten at the polls by the CRM candidate to

whom the Cameroonian people would have sovereignly decided to hand over the leadership of the country.

Calling on the National Army to undermine the Institutions of the Republic and security of the State is extremely serious and unprecedented in our political history. This is a crime against peace and national harmony. Nothing can justify such perdition.

Since the electoral hold-up of which CRM was the victim in 2018, its leaders, members and sympathizers have suffered all kinds of violence and humiliation from certain clearly identified members of the Security and Defence Forces, who in addition openly uttered political remarks and nonsense that patriotic modesty does not allow to be mentioned here.

Some of these leaders, members and supporters of our party are still arbitrarily detained in the country's prisons; others bear indelible sequels and deep trauma resulting from this cruel, inhuman and degrading treatment.

However, despite the legitimate resentment that these acts and behaviours can arouse in us against the authors of these crimes against humanity, the CRM has never considered that the excesses of some hateful elements of the security and defence forces could justify that it discredits the entire Institution.

During the darkest hours when the CPDM regime did not hide to distil in public opinion, including even in the ranks of the security and

defence forces, the idea, absurd, that the CRM, its leaders, militants and sympathizers were internal enemies of the Republic, and that it was an act of bravery to torture them or even neutralize them, some among us only survived thanks to the large republican qualities of many compatriots who serve under the flag.

Despite the open intention of the CPDM to turn the National Army into a partisan instrument to terrorize the opposition which refuses to compromise with it against the people so that they can keep power forever, the Cameroonian army remains republican.

Those who shamelessly call on the national army to deny their republican oath by sinking into the dishonour of the gloomy universe of the coup ignore that it is not a band of grunts and roughneck soldiers, but an institution led by a well -trained elite, having a fine knowledge of the country and its human resources.

Less than two years after its creation, the CRM has shown its loyalty, esteem and support for the National Army by organizing nationwide blood donations for the benefit of this Army committed to the fight against the terrorist Boko-Haram sect.

More personally, already admiring the reputation of our army acquired in its promptness to build up a stronghold in the face of threats to some of our borders while I was still young, I had the rare privilege of working with members of the army High Command for more than 17 years on issues relating to the defence of our country's borders. This

means that the Cameroonian security and Defence Forces know me individually in particular my patriotic commitment and my immense respect for their sacrifice and their professionalism.

In addition, the National Defence and Security Forces heard the message of exaltation, congratulations and encouragement that I sent to them by video in May 2021. There was then no political deadline on the horizon. It was simply the testimony of gratitude of a compatriot who knows their sacrifices on various theaters of operation. Let those who believe they can instrumentalize the Cameroonian security and defence forces against the CRM and its main leader therefore seek something else.

This is an opportunity for our party and for me to salute the attachment to the republican values of women and men who, despite a political atmosphere made detestable by the CPDM, serve the nation with a high sense of patriotism and with the permanent concern to protect all Cameroonian citizens without any distinction or discrimination.

More than everyone, these valiant compatriots of the security and defence forces, who are at the forefront of the protection of our populations and the defence of the fatherland, have an interest in denouncing those who amongst them act rather as militiamen at the service of an individual, a group of individuals or special interests, and not in the interest and for the happiness of our people. It is before these people and them alone, today and tomorrow, that they must honour their

oath. These people will survive us, and they will survive the current and following regimes.

In the CRM, despite unspecifiable injustices and unspeakable tortures that the CPDM regime inflicts us, we have faith in the Republic. Yes, I do have faith in the Republic,

And I have every reason to have it.

Indeed since 2018, on our way to the cross, I have been able to appreciate, by myself and through the stories of my comrades, the acute republican sense of many members of our security and defence forces. They on whom unhealthy and anti-republican political pressures are constantly exercised by the CPDM regime to force them to break us forever. I salute their ability to abstain, without challenging their hierarchy, to serve as a shield for a group of Cameroonians against others in political disputes.

If we can rejoice in the fact that the CPDM is so convinced of the CRM victory in the next presidential election that it desperately implores, in anticipation, an intervention from our brave Army, we fully trust that this Army which has the asserted republican culture will not respond to this call for a crime against its People.

I urge the authorities in charge of protecting the morale of the army and the judicial authorities to take up this public call to the coup launched to the national army by the CPDM.

I ask the Economic Community of Central African States (ECCAS), the African Union, the UN, friends of the Cameroonian people and the international community in general to take note of the coup in preparation that the regime has announced in the event of a defeat of Mr Paul Biya or any other CPDM candidate or promoted by this party, against the CRM candidate for the next presidential election. No one may claim that he was not informed of what is prepared against our party and our people.

To the Cameroonians inland and in the diaspora, I would like to say that this criminal call of the CPDM for a coup, which is nothing other than a public call for the infringement on the Institutions of the Republic and the security of the State, is proof that now the people scare those who have long scared them. This appeal to coup, in fact to the disrespect of the Constitution and the laws of the Republic, which comes from the regime itself is proof that in the ranks of those have spent decades to tormenting Cameroonians and to make fun of their suffering, the usual arrogance is giving way to panic.

They are panicking because of the refusal of our people to give in to their provocations, this people who are confident that they will take their destiny in hand by the ballot box and in peace.

I invite Cameroonians to remain mobilized and absolutely vigilant, now that they are informed of the disastrous fate that the CPDM is preparing for them if it were to lose power at the end of the upcoming electoral process.

I trust that you, Cameroonians, will give the Forces of Change the means of sanctioning democratically and irrevocably, this putschist party, the CPDM, for all the evil that its regime has done to our dear country for so many years. Also, I invite you to stay focused on what matters, namely the massive registration on the electoral lists as soon as registration reopens next January, the preparation for the meticulous control of the conduct of the poll and the protection of your vote, so that the political alternation of which our People have been dreaming of for several decades is finally achieved.

Let Justice take care of this call to the coup against the winner of an election, that's to say a crime against the will of the people. On its diligence and objectivity in the conduct of the legal proceedings imposed by this felony depends the preservation of a peaceful change in our country, in particular at this crucial moment of its history.

Those who dream of eternal power must wake up, for such power does not exist on a human scale. No matter how long it lasts, human power eventually ends.

I shall never betray you.

May God protect our country!

Yaoundé on 8 September 08, 2023

Maurice KAMTO

CRM National President